

NUTRITION MONDIALE RAPPORT

SYNOPSIS

MESURES & REDEVABILITÉ EN VUE D'ACCÉLÉRER LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE NUTRITION ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

À L'AUBE DE L'ÈRE POST-2015 DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD), LE MONDE EST CONFRONTÉ À DE NOMBREUX PROBLÈMES APPAREMMENT INSOLUBLES. La malnutrition ne devrait pas en faire partie. Les pays déterminés à faire des progrès rapides dans la réduction de la malnutrition peuvent y parvenir, et les incitations à améliorer la nutrition sont fortes. Une bonne nutrition constitue un fondement essentiel du développement humain, primordial pour la réalisation de tout notre potentiel. L'amélioration de l'état nutritionnel produit une série de résultats positifs pour les individus et les familles. Beaucoup plus d'enfants vivront assez longtemps pour fêter leur cinquième anniversaire, auront une croissance moins perturbée, avec une meilleure prise de poids et de taille. Aucun dysfonctionnement cérébral ne compromettra leur apprentissage scolaire. Grâce à cet environnement précoce favorable, devenus adultes, ils auront de meilleurs emplois et tomberont moins souvent malades. Ils vieilliront plus sainement et vivront plus longtemps.

NO
1
5



Associated Press

Le bon sens veut que l'accumulation de ces avantages à l'échelle de l'individu profite aux communautés et aux nations. Dans l'ensemble, de plus en plus de preuves attestent qu'une bonne nutrition est un moteur essentiel du développement durable (Figure 1).

Le contraire de la bonne nutrition – la « mauvaise » nutrition – prend différentes formes : des enfants et adultes n'ayant que la peau sur les os, des enfants de six ans tellement rabougris qu'ils n'en paraissent que trois, des personnes incapables de lutter contre les infections faute de nutriments ou risquant des attaques parce qu'ils sont obèses ou ont un réseau sanguin affaibli par le diabète.

Ces multiples formes de malnutrition ont des causes communes : une alimentation de piètre qualité, de médiocres soins de santé maternelle et infantile, un accès insuffisant aux services de santé, et des environnements insalubres et malsains.

Malgré les incitations à lutter contre la malnutrition, celle-ci reste un sérieux problème dans le monde entier. Elle affecte tous les pays. Près d'une personne sur trois est touchée sur la planète. Dans chaque pays, elle constitue un frein considérable au développement durable. Les efforts pour la combattre se multiplient et commencent à produire des résultats, mais compenser des décennies de négligence ne sera pas aisé. Même si certaines formes de malnutrition, telles que le retard de croissance, enregistrent des baisses modestes, mais inégales, d'autres, telles que l'anémie chez les femmes en âge de procréer, restent inchangées, tandis que d'autres encore, notamment la surcharge pondérale et l'obésité, sont en hausse.

Nous savons que la lutte contre la malnutrition dans toute sa complexité exige toute une batterie de mesures. Tout d'abord, l'environnement politique doit être rendu propice à la réduction de la malnutrition. Les citoyens peuvent créer et soutenir la dynamique de changement et tenir les pouvoirs publics et autres acteurs pour responsables de la portée et de l'efficacité de leurs actions. En deuxième lieu, la nutrition ne peut être abordée de façon isolée : les politiques et pratiques susceptibles d'agir positivement sur la nutrition devraient le faire dans les nombreux secteurs.

Les personnes travaillant dans les secteurs allant de l'éducation à l'agriculture, en passant par le changement climatique, doivent comprendre ce qu'elles peuvent faire pour réduire la malnutrition et pourquoi elles ont intérêt à le faire. Enfin, des interventions nutritionnelles ciblées et à fort impact doivent atteindre les personnes qui en ont besoin. Actuellement, les écarts entre les prestations et les besoins sont importants. Les interventions prendront des formes différentes selon les pays. Mais, alors que nous en savons plus que jamais sur la lutte contre la malnutrition, trop peu d'actions sont entreprises sur la base de cette connaissance.

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* (GNR pour son sigle en Anglais) a été réalisé à la demande d'un groupe d'intervenants et est le résultat de l'effort collectif de plus de 70 auteurs membres d'un groupe d'experts indépendants. Il est l'unique rapport exhaustif sur toutes les formes de malnutrition dans tous les pays. Comparé à celui de 2014, le rapport 2015 a une approche plus équilibrée de toutes les formes de malnutrition et met plus fortement l'accent sur le changement climatique, les systèmes alimentaires, ainsi que les rôles et la redevabilité des entreprises.

Le *GNR* vise à susciter et orienter l'action à venir. Le rapport, ici résumé, montre les progrès réalisés dans le monde en matière de réduction de toutes les formes de malnutrition, ce que les États et leurs partenaires doivent faire pour accélérer les progrès, et la manière dont les citoyens peuvent amener les parties prenantes à rendre compte des efforts entrepris dans ce sens.

PROGRÈS DANS LA RÉDUCTION DE LA MALNUTRITION

Deux séries d'objectifs mondiaux ont été ratifiées pour la nutrition par les ministres de la Santé de la planète lors de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) de 2012-2013. Le premier ensemble concerne la nutrition maternelle et infantile. Ici, le monde fait certains progrès, même s'ils sont trop lents et inégaux. La deuxième série vise la surcharge pondérale et le diabète des adultes. Dans ce domaine, le monde rate l'objectif mondial d'arrêter l'augmentation de leur prévalence.

AMPLEUR DE LA MALNUTRITION

Même s'il est tout simplement impossible de déterminer le nombre des personnes touchées par les différents types de malnutrition (parce qu'une même personne peut souffrir de plus d'un type de malnutrition), l'ampleur de la malnutrition est effarante :

- 2 milliards de personnes souffrent d'une carence en micronutriments ;
- 1,9 milliard d'adultes sont en surpoids ou obèses ;
- 161 millions d'enfants de moins de 5 ans sont trop petits pour leur âge (retard de croissance), 51 millions ne pèsent pas assez pour leur taille (émaciation), et 42 millions sont en surpoids – aucun de ces enfants ne grandit de manière saine ;
- on estime à 794 millions le nombre de personnes en manque de calories ; et
- 1 adulte sur 12 est atteint d'un diabète de type 2 dans le monde.

Dans de nombreux pays, seule une minorité d'enfants grandit de manière saine. Au Bangladesh, en Éthiopie, au Nigeria, au Pakistan et en République démocratique du Congo, par exemple, le pourcentage des moins de 5 ans sans retard de croissance ou non émaciés varie entre 43 et 48 %.

NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE

Pour mesurer les progrès réalisés par les pays en matière de nutrition maternelle et infantile, les données sur cinq des six objectifs mondiaux de l'AMS sont suivies : retard de croissance, émaciation et surcharge pondérale des moins de 5 ans ; anémie chez les femmes de 15-49 ans ; et taux d'allaitement maternel exclusif des nourrissons de moins de 6 mois.

Pratiquement tous les pays (70 des 74 pour lesquels des données existent) sont en bonne voie de réaliser au moins un de ces cinq objectifs mondiaux. Une telle performance est une bonne nouvelle. Seul un pays (Kenya) est en passe d'atteindre les cinq objectifs de l'AMS liés à la nutrition maternelle et infantile, et quatre seulement (Colombie, Ghana, Vanuatu et Vietnam) sont en train d'en réaliser quatre (Tableau 1).

La performance des pays varie énormément selon les cibles (Figure 2). Seuls 3 % des pays sont en voie d'atteindre l'objectif lié à l'anémie, tandis que 41 % (32 pays sur 78) le sont pour l'objectif d'allaitement maternel exclusif. Pour les trois objectifs relatifs aux

moins de 5 ans (retard de croissance, émaciation et surpoids), la part des pays en bonne voie a augmenté entre 2014 et 2015. Les progrès en matière de retard de croissance sont particulièrement remarquables : la proportion des pays en bonne voie a augmenté, passant d'un cinquième (22 %) à un tiers (34 %). De grands progrès ont été réalisés dans des pays tels que le Bangladesh, le Cambodge, l'Éthiopie, le Ghana, l'Inde et le Kenya, mais ils sont inégaux et pourraient être plus rapides, comme l'ont démontré les succès au Brésil, en Chine et au Vietnam.

Comment ces pays y sont-ils parvenus ? Nous ne le savons pas de manière définitive, mais les dénominateurs communs étaient un solide engagement politique ; un contexte favorable comprenant une réduction notable de la pauvreté ; une amélioration de l'autonomisation des femmes ; un accroissement de l'approvisionnement alimentaire ; un accès plus large à de meilleures installations de santé, d'eau et d'assainissement ; et une amélioration des performances des pratiques et programmes spécifiquement nutritionnels.

FIGURE 1 Avantages économiques d'une meilleure nutrition : nouvelles estimations depuis le GNR 2014

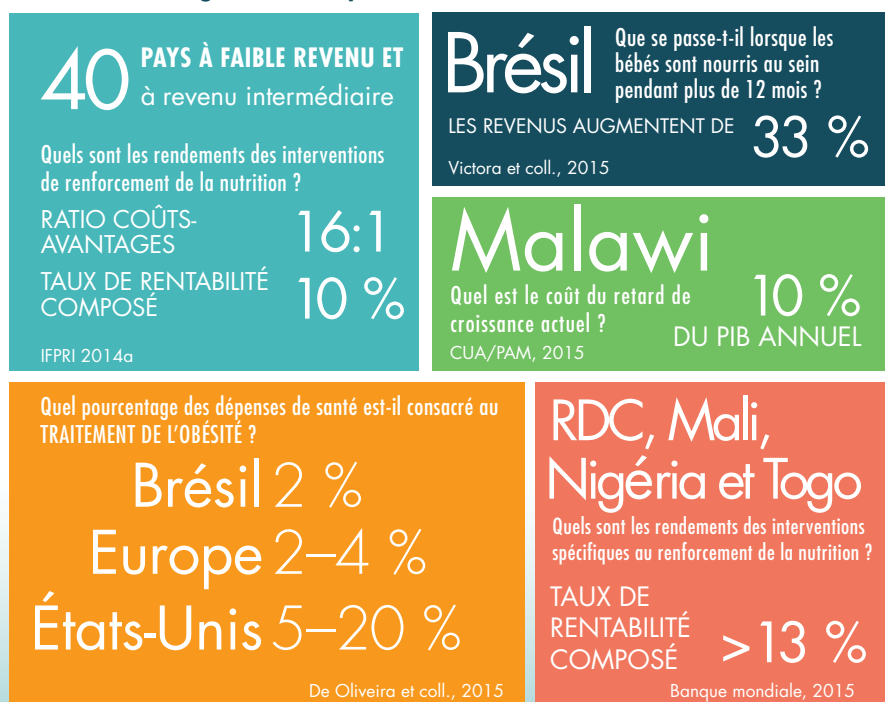


TABLEAU 1 Nombre de pays en bonne voie d'atteindre les objectifs nutritionnels mondiaux de l'AMS d'ici 2025

Nombre d'objectifs	Nombre de pays en bonne voie
5	1 Kenya
4	4 Colombie, Ghana, Vanuatu, Vietnam
3	12 Algérie, Bénin, Bolivie, Burundi, Géorgie, Jordanie, Liberia, Ouganda, République de Moldavie, Salvador, Swaziland, Zimbabwe
2	33 Albanie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Burkina Faso, Cambodge, Gambie, Guinée-Bissau, Guyane, Honduras, Kazakhstan, Kirghizistan, Lesotho, Malawi, Mauritanie, Mongolie, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Pérou, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République unie de Tanzanie, Rwanda, Serbie, Soudan, Suriname, Tadjikistan, Tunisie, Turquie, Zambie
1	20 Arménie, Belize, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Congo (République du), Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Guinée, Haïti, Indonésie, Jamaïque, Monténégro, Nigeria, Pakistan, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Syrie, Togo
0	4 Irak, Mozambique, Sao Tomé et Príncipe, Thaïlande

Source : Auteurs.

Note : Les objectifs concernent le retard de croissance, l'émaciation et le surpoids des moins de 5 ans ; l'anémie chez les femmes de 15 à 49 ans ; et les taux d'allaitement maternel exclusif des nourrissons de 0 à 6 mois. Les données sur l'anémie sont les mêmes que celles présentées dans le *Rapport sur la nutrition mondiale* de 2014.

SURCHARGE PONDÉRALE, OBÉSITÉ ET DIABÈTE DES ADULTES

Le deuxième ensemble d'objectifs mondiaux pour la nutrition vise à stopper l'augmentation de la surcharge pondérale, de l'obésité et du diabète chez les adultes. Mais les dernières estimations modélisées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tracent un sombre tableau. Aucun pays n'est en bonne voie d'atteindre les trois objectifs (surpoids, obésité et diabète) ni même deux d'entre eux. Seuls cinq pays sont en bonne voie d'en atteindre un (Djibouti, Islande, Malte, Nauru et Venezuela sont sur le bon chemin dans la lutte contre le diabète). Et 185 pays sont en mauvaise voie pour l'ensemble des trois objectifs.

À l'échelle mondiale, les progrès par rapport aux huit indicateurs nutritionnels de l'AMS sont mitigés (Figure 3). Les données sur la surcharge pondérale, l'obésité et le diabète nous rappellent l'ampleur du défi à relever, mais celles sur la croissance des moins de 5 ans (en particulier le retard de croissance), nous montrent ce qui peut être réalisé avec l'attention voulue, les bonnes interventions et politiques, et un engagement soutenu, le tout accompagné de solides mécanismes de responsabilisation des parties prenantes.

APPEL À L'ACTION

Les cabinets des présidents et premiers ministres des pays en mauvaise voie d'atteindre les objectifs mondiaux de l'Assemblée mondiale de la santé visant l'amélioration de la nutrition maternelle, infantile et du jeune enfant doivent organiser des consultations inclusives pour discuter des défis liés à la réalisation des objectifs, des corrections à apporter et de l'appui requis. Les conclusions doivent être communiquées lors du sommet Nutrition pour la croissance (N4G – Nutrition for Growth) de 2016, qui sera accueilli par le Brésil à Rio de Janeiro, et à toute autre occasion équivalente de communication mondiale ou régionale des rapports. Tous les pays doivent se fixer des objectifs nationaux de nutrition, basés sur les objectifs mondiaux reconnus. Ils doivent suivre plus étroitement ces engagements cibles.

MESURES VISANT À ACCÉLÉRER LES PROGRÈS

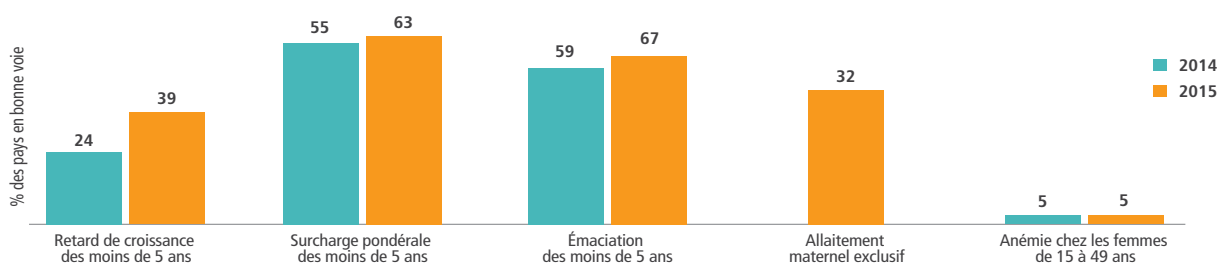
Parce qu'elles sont puissantes et multisectorielles, les forces à l'origine de la malnutrition doivent être contrecarrées par d'autres au moins aussi puissantes et de même envergure. Le GNR identifie sept domaines d'action, impliquant un vaste ensemble de parties prenantes, en vue d'accélérer la réduction de la malnutrition.

Premièrement, un environnement politique doit être créé pour la réduction de la malnutrition. Deuxièmement, les interventions nutritionnelles à fort impact doivent toucher plus de personnes. Troisièmement, les secteurs propices à une amélioration de la nutrition doivent en devenir les moteurs actifs. Quatrièmement,

Panos/A. Traylor-Smith



FIGURE 2 Pays en bonne voie d'atteindre les objectifs mondiaux, données de 2014 et 2015



Source : Auteurs.

Note : Les données sur l'anémie sont les mêmes que celles présentées dans le Rapport sur la nutrition mondiale de 2014. Nombre total de pays disposant de données pour faire cette évaluation : 1) pour le retard de croissance des moins de 5 ans (n = 109 en 2014 ; 114 en 2015) ; 2) pour la surcharge pondérale des moins de 5 ans (n = 99 en 2014 ; 109 en 2015) ; 3) pour l'émaciation des moins de 5 ans (n = 123 en 2014 ; 130 en 2015) ; 4) pour l'allaitement maternel exclusif (n = 78) ; 5) pour l'anémie (n = 185).

des politiques visant à créer des environnements alimentaires sains doivent être mises en œuvre. Cinquièmement, des financements plus abondants sont nécessaires pour renforcer les actions nutritionnelles. Sixièmement, de nouveaux partenaires doivent s'engager dans la lutte contre la malnutrition. Enfin, la redevabilité doit être renforcée pour rassurer tant les investisseurs que les citoyens quant au fait que les efforts auront un impact positif sur l'état nutritionnel.

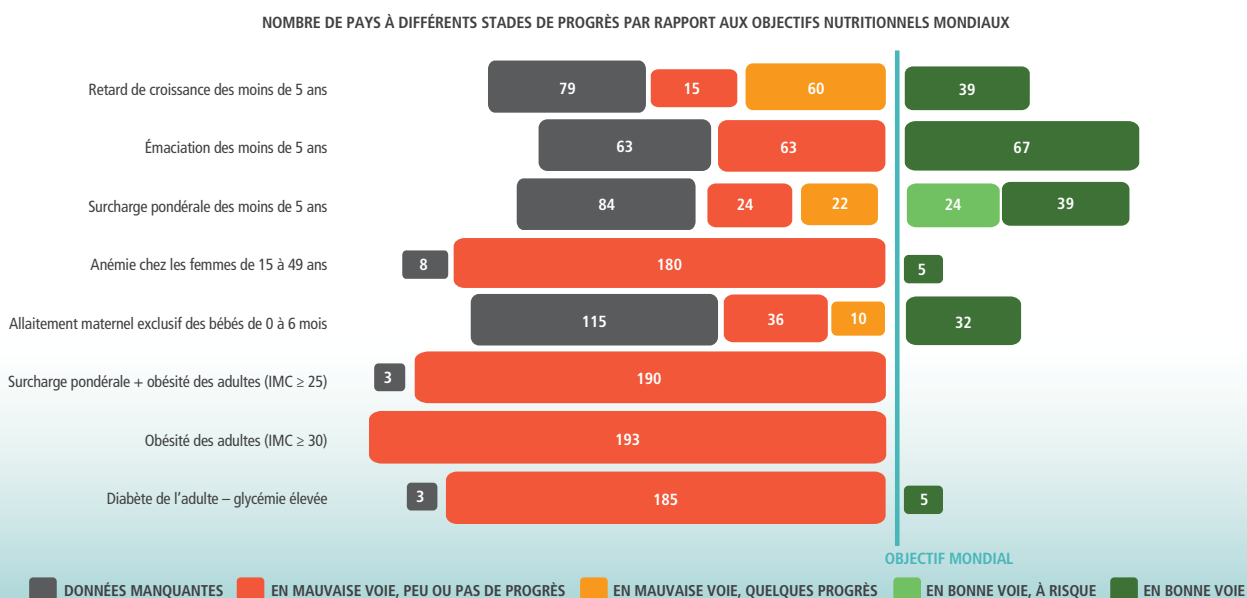
CRÉER UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE PROPICE À LA RÉDUCTION DE LA MALNUTRITION

Les pays qui ont rapidement réduit la malnutrition l'ont fait dans un environnement politique très favorable, comprenant habituellement des normes fixées par des autorités publiques. Par exemple, une mission de nutrition à l'échelle étatique a largement contribué à la spectaculaire diminution du retard de croissance enregistrée entre 2006 et 2012, au Maharashtra, un vaste État de l'Inde. Au Pérou, une forte coalition de groupes de la société civile a amené les candidats à la présidentielle à s'engager publiquement à réduire la malnutrition. Au Brésil, les réductions du retard

de croissance sont liées au solide ascendant et aux politiques du Gouvernement Lula.

Mais l'engagement ne suffit pas. Pour que l'environnement soit véritablement favorable, l'engagement doit être associé à une forte demande, une pression en faveur de l'action, des investissements dans la capacité de mise en œuvre, et un engagement dans tous les secteurs à développer de nouvelles initiatives. Ensemble, ces quatre éléments créent un environnement très favorable à l'amélioration de la nutrition. Bien qu'encore à ses débuts, la mesure de ces environnements progresse rapidement avec une série d'outils tels que le *Nutrition Landscape Information System* (NLIS – système d'information sur le paysage nutritionnel), le *Hunger and Nutrition Commitment Index* (HANCI – indice d'engagement vis-à-vis de la réduction de la sous-nutrition), le *Healthy Food Environment Policy Index* (Food-EPI), la *Global Database on the Implementation of Nutrition Action* (GINA – Base de données mondiale sur la mise en œuvre des actions nutritionnelles), et les indicateurs de transformation institutionnelle du mouvement Renforcement de la nutrition (SUN – *Scaling Up Nutrition*).

FIGURE 3 Tableau de bord mondial des 8 objectifs nutritionnels mondiaux



Source : Auteurs.

Au niveau mondial, le cadre des objectifs de développement durable (ODD) devrait être une composante essentielle d'un cadre propice à la nutrition. En dépit des preuves attestant qu'une meilleure nutrition est un moteur du développement durable, la nutrition reste sous-représentée dans les ODD. Premièrement, en 2014, nous signalions que la nutrition n'était mentionnée que dans une seule des 169 cibles des ODD, une situation inchangée à ce jour. Deuxièmement, au moment de la rédaction du présent rapport, la surcharge pondérale et l'obésité n'étaient mentionnées qu'une seule fois dans tout le document des ODD. Enfin, aucune des trois cibles de mise en œuvre de l'ODD 2 (« Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable ») ne mentionne des actions nutritionnelles.

APPEL À L'ACTION Les dirigeants des institutions financières internationales et les Nations Unies, les membres du groupe leader du mouvement SUN et d'autres champions nationaux de la nutrition devraient activement plaider en faveur d'indicateurs de nutrition pour les ODD (proposés par le Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition et soutenus par un large groupe d'organisations de la société civile) à intégrer dans l'ensemble des indicateurs proposés à la Commission de statistique des Nations Unies pour la fin 2015.

VEILLER À CE QUE LES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES ATTEignent LES PERSONNES QUI EN ONT BESOIN

Nous connaissons les interventions qui ont fait leurs preuves dans la réduction de la sous-nutrition, mais ce que nous ignorons, c'est si elles atteignent bien les personnes qui en ont besoin. Les données sur la couverture des interventions spécifiquement liées à la sous-nutrition – c'est-à-dire la part des personnes éligibles qui bénéficient de l'intervention – sont limitées. Sur 12 interventions éprouvées, 3 ont des données sur la couverture comparables au niveau international, 3 ont des données sur des indicateurs de substitution, et 6 n'ont aucune donnée comparable au niveau international. Pour les 6 interventions ayant des données sur la couverture, seuls 13 pays recueillent des données sur chacune d'elles. Les données existantes de ces 6 interventions montrent

que la couverture varie énormément entre les interventions ainsi qu'entre et dans les pays.

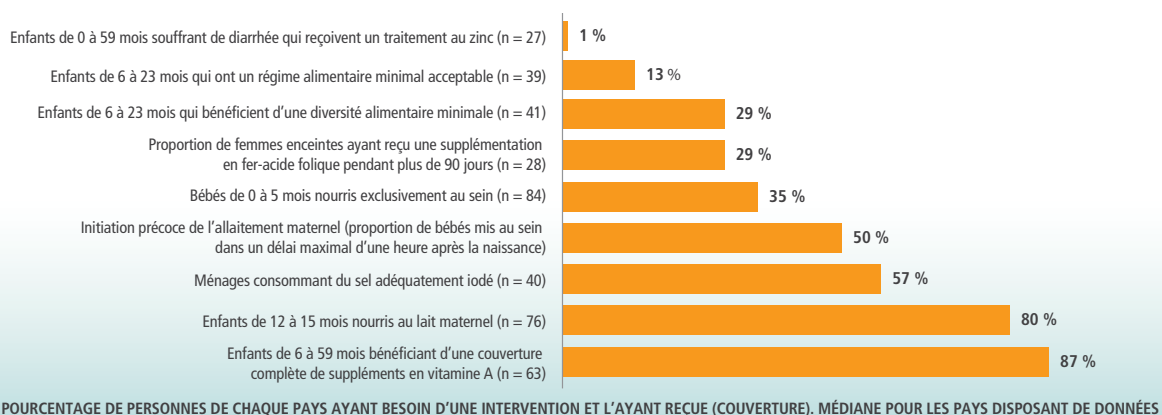
IMPLIQUER PLUS DE SECTEURS DANS L'ACTION POUR AMÉLIORER LA NUTRITION

Beaucoup de secteurs – agriculture, éducation, santé, protection sociale, et eau, assainissement et hygiène – sont d'importants moteurs indirects de la nutrition parce qu'ils influent sur les facteurs sous-jacents de la malnutrition. Le Cadre d'action issu de la Conférence internationale sur la nutrition de 2014 (ICN2) a souligné ce rôle important. Ces secteurs peuvent produire des impacts positifs importants s'ils conçoivent des politiques et programmes en faisant attention à leurs effets sur les moteurs de la nutrition. La portée nationale et les niveaux élevés de financement de ces secteurs accroissent leur impact potentiel. Pour produire celui-ci, la communauté de la nutrition doit continuer à définir clairement non seulement le rôle que ces secteurs peuvent jouer dans l'amélioration de la nutrition, mais aussi les avantages qu'ils en retireront. Le Tableau 2 fournit quelques exemples des avantages mutuels potentiels découlant d'une plus grande attention aux besoins nutritionnels.

CRÉER DES ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES SAINS

Les politiques peuvent promouvoir une alimentation saine en rendant les choix alimentaires sains plus disponibles, abordables et attrayants. Elles comprennent notamment l'étiquetage nutritionnel, des restrictions sur la promotion commerciale des aliments, des taxes ou subventions sur les aliments pour encourager des choix sains, des normes pour les repas scolaires, des limites sur le pourcentage de certains ingrédients dans les aliments transformés, une plus grande disponibilité d'aliments plus sains dans les commerces de détail, et des liens entre les programmes d'alimentation scolaire et les agriculteurs locaux. Même si les preuves des avantages des environnements alimentaires sains sont moins complètes que pour les programmes ciblant la sous-nutrition, il est clair que l'environnement alimentaire peut améliorer les habitudes alimentaires. Malgré cela, la plupart des pays n'ont pas mis en œuvre la série complète des politiques nécessaires, et aucun pays à faible revenu n'a essayé ces mesures. Dans un échantillon de 67 pays ayant mis

FIGURE 4 Les gens bénéficient-ils d'interventions spécifiquement nutritionnelles ?



Source: Auteurs.

TABEAU 2 Avantages d'un accent accru sur la nutrition dans différents secteurs

Secteur	Exemple de la façon de rendre un secteur plus axé sur la nutrition	Exemple d'avantages sectoriels	Exemple d'avantages pour les résultats nutritionnels
Agriculture	Investir dans la R & D sur les aliments nutritifs, tels que les légumineuses, les fruits et les légumes.	Appui à la transition vers un système agricole plus diversifié et des cultures à plus haute valeur.	Plus de 2 milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments ; une consommation insuffisante de fruits et légumes est associée à des maladies non transmissibles.
Éducation	Créer des incitations à maintenir les filles à l'école afin de retarder l'âge du mariage et de la première naissance. Rendre obligatoire l'éducation à la nutrition et les compétences alimentaires dans les programmes de cours et offrir des repas sains dans les écoles.	Plus d'assiduité est nécessaire pour améliorer les acquis scolaires. Une meilleure nutrition améliore l'attention et l'apprentissage à l'école.	Une première grossesse à un âge plus avancé améliore l'issue des grossesses. L'éducation et les compétences nutritionnelles favorisent des régimes alimentaires sains.
Filets de sécurité	Combiner les transferts monétaires avec une communication sur le changement de comportement en matière d'alimentation des nourrissons et jeunes enfants et d'alimentation saine.	Aide à briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté tout en réduisant la pauvreté actuelle.	L'amélioration de la nutrition requiert un changement de comportement et des transferts de revenus.
Eau, assainissement et hygiène	Mettre l'accent sur la réduction de l'ingestion de saletés et matières fécales par les nourrissons et enfants.	Bloque les voies précédemment invisibles d'absorptions pathogènes, ce qui est bon pour tous les membres de la communauté.	La réduction du fardeau des maladies infectieuses permet l'utilisation des nutriments pour la croissance.

Source : Auteurs.

en œuvre ces actions, 63 % sont à revenu élevé ; 27 % appartiennent à la tranche supérieure des revenus intermédiaires ; et 10 % relèvent de la tranche inférieure des revenus intermédiaires.

APPEL À L'ACTION

Les États, les organismes internationaux, les organisations de la société civile et les entreprises doivent mettre en œuvre le cadre d'action de l'ICN2, qui aborde toutes les formes de malnutrition. Pour encourager l'action, la FAO et l'OMS devraient, d'ici la fin 2016, mettre au point des indicateurs objectifs et vérifiables pour déterminer la façon dont le Cadre d'action est mis en œuvre. La société civile devrait sensibiliser au cadre et mobiliser un appui à sa mise en œuvre, et mettre en évidence les domaines où les progrès sont à la traîne. Pour susciter un plus grand intérêt pour toutes les formes de malnutrition, les chercheurs doivent identifier les actions pouvant avoir une double fonction et aborder, en synergie, la sous-nutrition et les maladies non transmissibles liées à l'obésité/nutrition.

ACCROÎTRE LE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA NUTRITION ET MAXIMISER SON IMPACT

Accélérer l'amélioration de la nutrition exigera des États et des bailleurs de fonds, un accroissement de leurs dépenses en faveur de la nutrition et la production d'un plus grand impact par dollar, roupie ou birr dépensé.

Les États ne consacrent actuellement qu'une part infime de leur budget à la nutrition – pour autant que nous le sachions, car les données sont rares. Les estimations préliminaires des parts du budget national consacrées à la nutrition viennent d'être mises à disposition par 30 pays. Quatorze d'entre eux disposent d'estimations des investissements sensibles à la nutrition (c'est-à-dire les investissements, dont l'objectif principal n'est pas d'améliorer la nutrition, mais qui peuvent renforcer la sécurité alimentaire

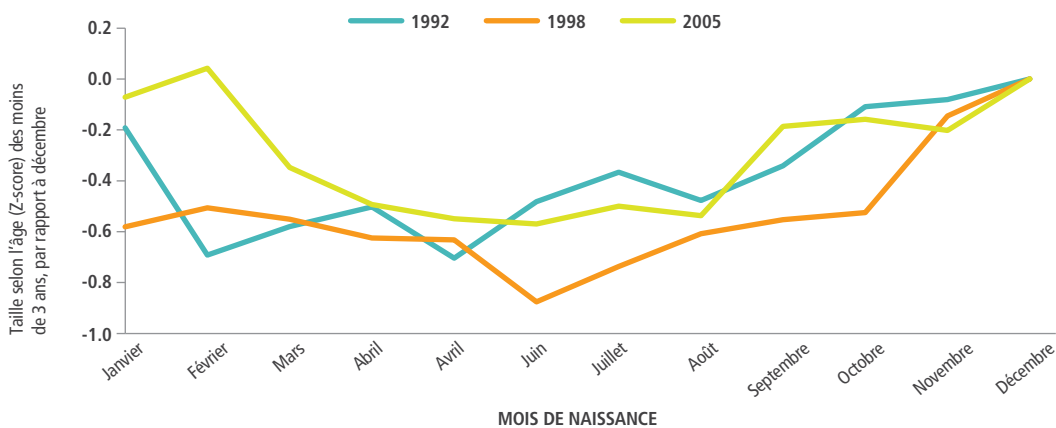
et nutritionnelle de la population). Dans ces pays, les allocations sensibles à la nutrition sont en moyenne de 1,32 %. La plupart des pays dépensent encore moins pour les interventions spécifiquement nutritionnelles (Figure 4), dont l'objectif principal est d'améliorer la nutrition. Pour 12 pays sur 14, les allocations spécifiquement nutritionnelles sont inférieures ou égales à 0,2 % des budgets publics.

Les bailleurs de fonds peuvent également mieux faire. Leurs décaissements en faveur des interventions spécifiquement nutritionnelles ont presque doublé entre 2012 et 2013, passant de 0,56 à 0,94 milliard de dollars EU. Toutefois, seuls 16 des 29 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont déclaré des dépenses spécifiquement nutritionnelles supérieures à 1 million de dollars EU en 2013 ; 6 ont dit dépenser moins de 1 million de dollars EU, et 7 n'ont indiqué aucune dépense spécifique à la nutrition.

Les bailleurs de fonds dépensent plus pour les interventions sensibles à la nutrition que pour celles spécifiquement nutritionnelles. En 2013, les décaissements en faveur de la nutrition s'élevaient à environ 3 milliards de dollars EU. Il manque, cependant, les données 2013 de la Banque mondiale et de l'UE. La prise en compte de ces chiffres devrait probablement porter le total des décaissements en faveur de la nutrition à environ 4 milliards de dollars EU, soit 3 % de l'aide publique au développement (APD), et le total des dépenses de l'APD spécifiques et sensibles à la nutrition à près de 5 milliards de dollars EU soit 4 % de l'APD.

Combien les États et bailleurs de fonds devraient-ils dépenser en plus ? Une analyse du *Results for Development Institute* (R4D) et de la Banque mondiale indique que la réalisation de l'objectif de l'AMS relatif au retard de croissance dans 37 pays durement touchés exigerait plus du double des dépenses nationales de l'État dans des interventions éprouvées visant le retard de croissance jusqu'en 2025 et plus de quatre fois l'APD pour ces interventions durant la même période.

FIGURE 5 Variation du retard de croissance selon le mois de naissance des enfants indiens de moins de 3 ans



Source : Adapté des résultats fournis dans Lohksin et Radyakin, 2012.

Note : Les données proviennent de trois cycles de l'Enquête nationale sur la santé de la famille et concernent les ménages ayant au moins deux enfants de moins de 3 ans. Hiver = décembre à mars ; été = avril à juin ; mousson = juillet à septembre ; automne = octobre à novembre.

La capacité – y compris le leadership à tous les niveaux – est vitale pour renforcer l'action et l'impact nutritionnels, mais on sait peu de choses sur le moment où le manque de capacité devient un obstacle et les investissements les plus efficaces pour y remédier.

APPEL À L'ACTION

Les États et les bailleurs de fonds dépensent trop peu pour atteindre les objectifs nutritionnels mondiaux d'ici 2025. Les États devraient donc, au minimum, doubler la part de leurs budgets allouée au renforcement de la nutrition. Les dépenses des bailleurs de fonds en faveur de la nutrition devraient également plus que doubler. Pour justifier l'appel à un accroissement du financement, les États et les bailleurs de fonds doivent continuer à investir de manière à produire de meilleurs résultats nutritionnels avec le financement existant et montrer ainsi une amélioration de la qualité et de l'efficacité des interventions. Les États doivent continuer à documenter leurs dépenses en faveur de la nutrition et collaborer avec des chercheurs pour déterminer les coûts des stratégies de nutrition. Les bailleurs de fonds doivent déclarer leurs décaissements, et les organisations de la société civile doivent continuer à exiger des budgets transparents. Les États et les bailleurs de fonds doivent accroître leur travail avec les chercheurs pour estimer les allocations budgétaires appropriées destinées à la lutte contre les maladies non transmissibles liées à l'obésité et à la nutrition.

IMPLIQUER DE NOUVEAUX ACTEURS DANS LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Pour accélérer l'amélioration de la nutrition, nous devons élargir l'éventail des secteurs reconnaissant avoir un intérêt dans la réduction de la malnutrition et agissant en ce sens. Deux secteurs peu visibles de prime abord et n'ayant pas bénéficié de l'attention qu'ils méritent, sont le changement climatique et les systèmes alimentaires.

Changement climatique

Les maladies, la nourriture et le climat étant intimement liés, tout accord conclu à la Conférence des Nations Unies sur les change-

ments climatiques (COP21) en novembre 2015 pourrait offrir aux acteurs impliqués dans la nutrition et le changement climatique, des occasions de travailler ensemble pour faire progresser les parties communes de leurs agendas. Les données factuelles font apparaître les multiples manières dont le changement climatique agit sur la nutrition. Ces voies – physiques, biologiques, sociales et économiques – sont décrites dans le rapport. Pour les groupes les plus pauvres de la société, les fluctuations saisonnières de l'accès aux aliments et des facteurs des maladies infectieuses restent une réalité. Ces cycles ont un effet profond sur l'état nutritionnel, saison après saison (Figure 5). Cette dépendance de la nutrition aux cycles climatiques réguliers est un bon indicateur de la vulnérabilité de certaines populations aux épisodes météorologiques extrêmes que le changement climatique est susceptible de déclencher.

Des régimes alimentaires différents induisent des systèmes de production différents, avec des émissions de gaz à effet de serre et des empreintes écologiques différentes. En moyenne, les régimes riches en viande ont tendance à avoir des empreintes plus larges. Les choix alimentaires bons pour la santé peuvent aussi l'être pour la planète, et il est possible d'en faire davantage pour encourager des systèmes de production améliorant la nutrition humaine tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Les pays commencent à intégrer des considérations liées au changement climatique dans leurs plans nationaux de nutrition. Mais d'importantes lacunes dans les données, les connaissances, la politique et la pratique doivent être rapidement comblées pour arriver à saisir des occasions mutuellement profitables d'améliorer la nutrition tout en atténuant le changement climatique et en s'y adaptant.

APPEL À L'ACTION

Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) de novembre 2015, les communautés du changement climatique et de la nutrition devront former des alliances en vue de la réalisation d'objectifs communs. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) devrait former un groupe rassemblant des experts de la nutrition, de

la santé et du climat pour évaluer la littérature sur le climat et la nutrition et définir de nouveaux agendas pour la recherche et les politiques. Les États devraient explicitement intégrer les changements climatiques dans leurs stratégies nationales de nutrition et de santé. De son côté, la société civile devrait utiliser les réseaux existants pour forger des alliances entre le changement climatique et la nutrition, en vue d'un plaidoyer en faveur de la nutrition lors de la COP21 et d'autres grands événements et processus liés au changement climatique.

Systèmes alimentaires

En 2014, la deuxième Conférence internationale sur la nutrition a souligné le rôle crucial des systèmes alimentaires dans toutes les formes de malnutrition. De plus en plus de données prouvent l'augmentation des maladies non transmissibles liées à l'obésité et à la nutrition, même au sein des populations souffrant de sous-nutrition, démontrant ainsi le rôle déterminant des systèmes alimentaires dans les résultats nutritionnels. La question est donc de déterminer comment rendre les systèmes alimentaires plus soucieux de la nutrition. La première étape est de prendre la « température nutritionnelle » des différents systèmes alimentaires pour évaluer la façon dont ils doivent être modifiés. La mise au point d'indicateurs de résultats pour les systèmes alimentaires peut orienter les responsables des politiques dans la promotion de systèmes alimentaires soucieux de la nutrition et durables, tout en aidant également les citoyens à tenir leurs pouvoirs publics pour responsables des choix des politiques.

Tout comme les secteurs déjà examinés qui ont commencé à intégrer la sensibilité à la nutrition, les communautés intéressées par les politiques liées au changement climatique et aux systèmes alimentaires doivent être informées des avantages mutuels de l'intégration des aspects nutritionnels dans la conception des politiques (Tableau 3).

APPEL À L'ACTION

En s'appuyant sur l'accent mis sur les systèmes alimentaires lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition de 2014, les initiatives mondiales visant les systèmes alimentaires devraient, d'ici la fin 2016, proposer des indicateurs d'impact des systèmes alimentaires sur les résultats nutritionnels et de santé.

RENFORCER LA REDEVABILITÉ EN MATIÈRE DE NUTRITION

Des mécanismes plus solides doivent de toute urgence être mis en place pour s'assurer que les engagements vis-à-vis de la nutrition se traduisent en action et pour encourager de nouveaux champions et investisseurs potentiels à consentir davantage d'efforts en faveur de la nutrition. Les parties prenantes de la nutrition doivent renforcer le lien entre les engagements et les résultats mesurables. Trop peu d'engagements vis-à-vis de la nutrition sont spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et limités dans le temps (SMART). Les bases de données et la capacité de suivi des progrès par rapport aux engagements doivent être améliorées. Les mécanismes d'obligation pour ceux qui ne respectent pas leurs engagements sont inefficaces. Cette section examine 1) les

engagements N4G (à l'origine du *Rapport sur la nutrition mondiale*) relatifs à l'impact sur l'état nutritionnel, aux programmes, aux politiques et aux décaissements ; 2) les possibilités d'accroître la redevabilité des entreprises ; et 3) les lacunes dans les données nécessaires pour identifier, suivre et évaluer les engagements.

Nutrition pour la croissance

La nutrition a été sous le feu des projecteurs en 2013. Lors du sommet Nutrition pour la croissance (N4G – Nutrition for Growth) organisé à Londres cette année-là, les États, organismes des Nations Unies, groupes de la société civile, entreprises, bailleurs de fonds et autres organisations se sont réunis pour examiner comment améliorer la nutrition dans le monde. Parmi ces parties prenantes, 90 ont signé le Pacte mondial sur la nutrition pour la croissance, par lequel ils s'engageaient publiquement à prendre des mesures concrètes contre la malnutrition. Et le mouvement a pris de l'ampleur : 20 autres parties prenantes ont pris des engagements après la rédaction et la publication du Pacte. En 2014 et à nouveau au début de 2015, deux ans après le sommet, nous avons invité ces parties prenantes à produire des rapports sur leurs progrès dans la réalisation de leurs engagements N4G. Seuls 92 % des signataires ont répondu en 2014 et même moins (82 %) en 2015. Les progrès déclarés par rapport aux engagements étaient similaires en 2014 et 2015. En 2015, 44 % des engagements N4G étaient évalués « en bonne voie » contre 42 % en 2014 ; 10 % étaient « en mauvaise voie » en 2015 et 9 % en 2014. Nous n'avons pu évaluer 46 % des engagements en raison du caractère vague des engagements, des réponses ou des deux. En fait, lorsque nous avons évalué les engagements N4G de 2013, seuls 30 % ont été jugés SMART.

APPEL À L'ACTION

Les signataires du Pacte Nutrition pour la croissance (N4G), adopté en 2013, doivent mettre en œuvre leurs engagements et communiquer complètement leurs progrès en vue du Rapport sur la nutrition mondiale à publier en 2016. Au Sommet N4G organisé à Rio en 2016, davantage d'États, organismes internationaux, bailleurs de fonds extérieurs, organisations de la société civile et entreprises devraient prendre d'ambitieux engagements N4G, spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et limités dans le temps (SMART). Les engagements des signataires nouveaux et existants devraient viser la réalisation des objectifs mondiaux de nutrition de l'AMS pour 2025 et, en accord avec les ODD, viser l'élimination de la malnutrition d'ici 2030.

Entreprises

Les entreprises influencent profondément la nutrition de nombreuses manières : elles mettent à disposition un large éventail d'aliments et autres produits importants pour une bonne nutrition. Elles façonnent l'environnement dans lequel les gens prennent des décisions sur les marchandises à acheter. Elles influencent les services que les gens reçoivent, les conditions de travail où ils évoluent et les impacts environnementaux auxquels ils sont confrontés. Et elles génèrent les recettes fiscales nécessaires pour

TABLEAU 3 Avantages d'un accent accru sur la nutrition dans les secteurs du changement climatique et des systèmes alimentaires

Secteur	Exemple de la façon de rendre un secteur plus axé sur la nutrition	Exemple d'avantages sectoriels	Exemple d'avantages pour les résultats nutritionnels
Systèmes alimentaires	Création d'un environnement alimentaire sain pour soutenir des choix sains	Pour être soutenables, les systèmes alimentaires ont besoin de consommateurs en bonne santé. La demande de produits sains augmente en même temps que les revenus.	Les régimes alimentaires déséquilibrés sont un facteur majeur de risque de malnutrition sous toutes ses formes.
Politique climatique	Axer les activités d'adaptation au climat sur la satisfaction des besoins nutritionnels des nourrissons au cours des 1 000 jours suivant la conception.	Les communautés deviennent plus résilientes aux changements climatiques.	Si elles ne sont pas prises en charge, les perturbations météorologiques saisonnières de la croissance des nourrissons au cours des 1 000 premiers jours sont difficiles à inverser.

Source : Auteurs.

la prestation des services publics. Comme d'autres acteurs, les entreprises font des choix qui peuvent produire des résultats nutritionnels positifs et négatifs. Une plus grande redevabilité devrait aider à accroître les premiers et minimiser les seconds.

Les entreprises ont de nombreuses possibilités de promouvoir une meilleure nutrition en sortant des sentiers battus. Par exemple, les réseaux de téléphonie mobile peuvent être utilisés pour délivrer gratuitement des messages de nutrition validés par les pouvoirs publics.

L'indice d'accès à la nutrition (ATNI – *Access to Nutrition Index*), qui évalue la performance nutritionnelle des fabricants de produits alimentaires et de boissons, a identifié des domaines requérant une plus grande redevabilité. Par exemple, toutes les entreprises ont obtenu un score de zéro pour 24 des 178 indicateurs de l'ATNI. En tant que groupe, les entreprises ont eu de piètres performances dans les domaines des « allégations sanitaires et nutritionnelles (étiquetage) » et du « lobbying et influence auprès des pouvoirs publics et responsables des politiques (engagement) ».

De nombreux mécanismes existent pour rendre les entreprises plus redevables, en plus de l'ATNI. Ils vont des mécanismes

législatifs (tels que l'application intégrale du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel) aux mécanismes informels (tels que le réseau mondial de suivi INFORMAS), en passant par les mécanismes volontaires (tels que l'étiquetage « *traffic light* – feux de signalisation » qui fournit des informations nutritionnelles en un coup d'œil). Étant donné les capacités relatives de certains États et grandes sociétés, la mise en œuvre et l'application de ces mécanismes peuvent toutefois être limitées.

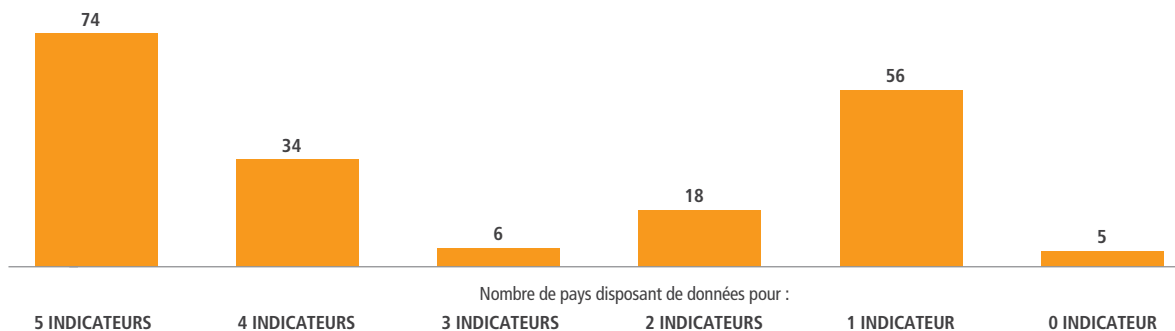
Amener les activités des entreprises à des résultats nutritionnels plus positifs nécessite un certain nombre d'éléments, notamment :

1. du leadership pour amener toutes les parties autour de la table afin de générer une compréhension commune des possibilités, rôles et responsabilités (au sein d'une commission d'une durée limitée) ;
2. des actions plus transparentes menées par les entreprises et ceux qui travaillent avec elles (comme un registre des partenariats public-privé ou l'adoption d'une initiative de transparence des entreprises en matière de nutrition) ;
3. des preuves plus solides de l'influence de différents types d'en-

Panos/M. Ostergaard



FIGURE 6 Nombre de pays disposant de données pour évaluer les progrès par rapport aux cinq objectifs de l'AMS, 2015



Source : Auteurs.

Notes : Les cinq indicateurs sont le retard de croissance, l'émaciation et la surcharge pondérale des moins de 5 ans, l'allaitement maternel exclusif, et l'anémie chez les femmes en âge de procréer. Le nombre total de pays est de 193.

treprises sur les résultats nutritionnels (par exemple, fournies par de nouveaux programmes de recherche spécifiques) ;

- des mesures et critères pour orienter les décisions d'engagement approprié des États et organismes internationaux avec les entreprises (l'ATNI est un exemple de ce qui peut être fait pour mettre davantage en exergue la conduite et la divulgation des affaires) ;
- des cadres publics plus efficaces pour réglementer les entreprises ; et
- des mécanismes de redevabilité et d'obligation plus fermes (comme la mise en place d'un fonds pour soutenir les efforts de l'État pour mettre en œuvre la législation).

APPEL À L'ACTION

Après la finalisation

du Cadre d'engagement de l'OMS avec les acteurs non étatiques, les quatre grands organismes des Nations Unies les plus concernés par la nutrition – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'OMS – devraient, avec d'autres entités internationales compétentes, mettre en place une commission inclusive et d'une durée limitée, afin de clarifier les rôles et responsabilités des entreprises par rapport à la nutrition.

Manques de données

Les données sont l'expression de la redevabilité. Même si certains manques de données ont été comblés depuis 2014 – nous avons maintenant, par exemple, plus de données sur les allocations budgétaires publiques en faveur de la nutrition – il subsiste encore des lacunes importantes. Par exemple, seuls 74 pays sur 193 disposent de données suffisantes pour pouvoir évaluer leurs progrès par rapport aux cinq objectifs mondiaux liés à la nutrition maternelle et infantile (Figure 6).

Les données manquent également dans d'autres domaines importants. Il nous faut plus de données sur les taux de couverture des interventions nutritionnelles, la sensibilité à la nutrition des actions nutritionnelles entreprises dans d'autres secteurs, et l'environnement politique favorable. Les pays à revenu élevé doivent fournir plus de données sur la nutrition aux bases de données de l'ONU. Une priorité particulière devrait être accordée à la collecte de plus de données sur les régimes alimentaires des enfants de 6 à 23 mois, étant donné les conséquences graves et à vie d'un régime alimentaire médiocre pendant cette phase de développement. Les chercheurs doivent également accorder plus d'attention au caractère saisonnier de la collecte des données, lorsque les effets nutritionnels d'un changement climatique sont à prévoir et à prendre en compte – l'état nutritionnel d'un enfant ne doit pas être déterminé par son mois de naissance.

APPEL À L'ACTION

Les pays, les bailleurs de

fonds et les organismes doivent travailler avec la communauté technique de la nutrition pour identifier les manques de données qui empêchent l'action et déterminer leur priorité. Ils doivent également investir dans les capacités nécessaires pour combler ces lacunes. Tous les pays, y compris ceux à revenu élevé, devraient entrer en contact avec les agences des Nations Unies en vue de faciliter la conversion de leurs propres données en bases de données internationales compilées par les organismes des Nations Unies.

Le monde est confronté à de nombreux problèmes apparemment insolubles. La malnutrition ne devrait pas en faire partie. Y mettre fin est un choix – pour lequel les dirigeants nationaux ont besoin d'un appui, et parfois d'une pression.

DES RÉALISATIONS IMPORTANTES SONT POSSIBLES D'ICI 2030

Les parents sont souvent confrontés à des choix terribles : quel enfant amener à la clinique, à quel enfant donner la meilleure nourriture, ou quel enfant boira une eau propre. Les responsables des politiques n'ont pas à faire ce genre de choix, ils peuvent réduire la malnutrition sous toutes ses formes. Les progrès récemment constatés dans la réduction du retard de croissance sont probablement le reflet d'interventions concertées, notamment l'accent mis sur les mille premiers jours. Ce genre d'accent doit maintenant être mis sur l'amélioration du régime alimentaire des adolescentes et femmes, et sur la lutte contre la surcharge pondérale et l'obésité des adultes. Des progrès peuvent être réalisés dans la réduction de toutes les formes de malnutrition : les pays déterminés à en obtenir rapidement peuvent y parvenir. Le *Rapport sur la nutrition mondiale* pointe les nombreuses possibilités de politiques, programmes et

investissements disponibles pour réaliser ces avancées. Il fournit également de nombreux exemples de pays dont les progrès rapides ont surpris le monde.

En 2016, trois ans après le sommet novateur N4G de Londres, le Brésil accueillera le sommet N4G à Rio. Énormément de choses ont été accomplies depuis 2013, et nous devrions en être fiers. Mais ce n'est pas suffisant. Au cours de la période précédant le sommet 2016, les États, les entreprises, les organisations de la société civile, les fondations, les organismes multilatéraux, et les citoyens concernés doivent prendre de nouveaux engagements à annoncer en août à Rio de Janeiro.

Ces engagements doivent être SMART et extraordinairement ambitieux, ceux qui souffrent de malnutrition n'ont pas besoin d'engagements vagues ou timides. Près d'un tiers d'entre nous qui partageons cette planète connaissent aujourd'hui la malnutrition. Les promesses ne doivent viser rien de moins que son élimination. C'est un choix.

Lawrence Haddad (co-président), Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Corinna Hawkes** (co-président) indépendante, **Royaume Uni** ; **Emorn Udomkesmalee** (co-président), Université de Mahidol, Bangkok, Thaïlande ; **Endang Achadi**, Université d'Indonésie, Jakarta ; **Arti Ahuja**, Promotion de la femme et de l'enfant, Odisha, Inde ; **Mohamed Ag Bendeck**, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome ; **Komal Bhatia**, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni ; **Zulfiqar Bhutta**, Service de santé infantile mondiale, Toronto, et Centre d'excellence pour la santé des femmes et des enfants, Université Aga Khan, Karachi, Pakistan ; **Monika Blossner**, Organisation mondiale de la santé, Genève ; **Elaine Borghi**, Organisation mondiale de la santé, Genève ; **Kamilla Eriksen**, Université de Cambridge, Royaume-Uni ; **Jessica Fanzo**, Université Johns-Hopkins, Baltimore ; **Patrizia Fracassi**, Secrétariat du mouvement Renforcement de la nutrition, Suisse ; **Laurence M. Grummer-Strawn**, Organisation mondiale de la santé, Genève ; **Elizabeth Kimani**, African Population and Health Research Centre, Nairobi, Kenya ; **Julia Krusevec**, UNICEF, New York, NY ; **Natasha Ledlie**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Yves Martin-Prével**, Institut de recherche pour le développement, Marseille, France ; **Purnima Menon**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, New Delhi ; **Eunice Nago Koukoubou**, Université d'Abomey-Calavi, Bénin ; **Holly Newby**, UNICEF, New York, NY ; **Rachel Nugent**, Université de Washington, Seattle ; **Stineke Oenema**, Interchurch organization for development cooperation Alliance – ICCO, Utrecht, Pays-Bas ; **Leonor Pacheco Santos**, Université de Brasilia, Brésil ; **Judith Randel**, Development Initiatives, Bristol, Royaume-Uni ; **Jennifer Requejo**, Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, Organisation mondiale de la santé, Genève ; **Tara Shyam**, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni ; **Boyd Swinburn**, Université d'Auckland, Nouvelle Zélande. Todos los colaboradores son miembros del Grupo de Expertos Independientes para el *Informe de la nutrición mundial de 2015*, con excepción de Komal Bhatia, Mokina Blossner, Elaine Borghi, Kamilla Eriksen, Jessica Fanzo, Julia Krusevec, Natasha Ledlie y Tara Shyam, quienes han sido la parte integrante cotidiana del equipo de redacción.

Tous les contributeurs sont membres du Groupe d'experts indépendants pour le Rapport 2015 sur la nutrition mondiale, à l'exception de Komal Bhatia, Mokina Blossner, Elaine Borghi, Kamilla Eriksen, Jessica Fanzo, Julia Krusevec, Natasha Ledlie et Tara Shyam, qui ont participé de manière ponctuelle au travail de l'équipe de rédaction.

Cette publication a été examinée par des pairs. Les opinions exprimées n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires ou d'une des organisations partenaires impliquées dans l'élaboration du *Rapport sur la nutrition mondiale* ni ne sont obligatoirement approuvées par eux. Les frontières et noms utilisés n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Un monde sans faim ni malnutrition

2033 K Street, NW, Washington, DC 20006-1002 USA | T. +1-202-862-5600 | F. +1-202-467-4439 | Email: ifpri@cgiar.org | www.ifpri.org

Copyright © 2015 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés Contactez ifpri-copyright@cgiar.org pour toute autorisation de reproduction.

ISBN : 978-0-89629-888-0

WWW.GLOBALNUTRITIONREPORT.ORG